



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

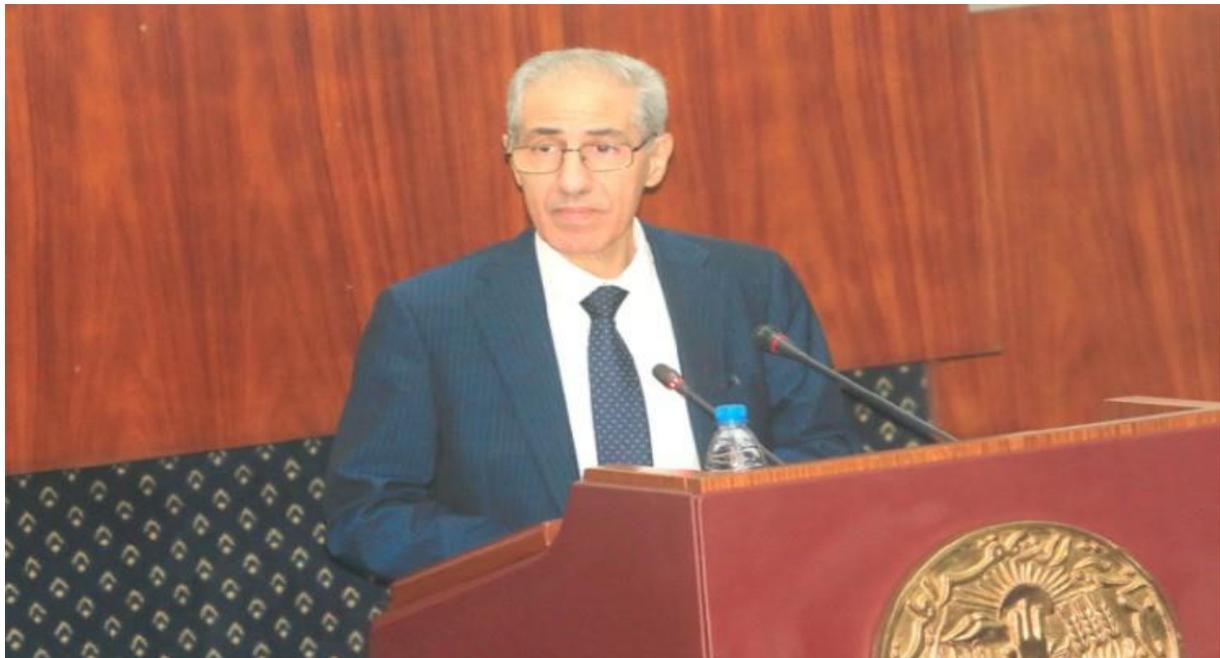
Revue de presse



Jeudi 17 novembre 2022

EL MOUDJAHID
LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

[PLF-2023, Investissement et inclusion financière : Plusieurs mesures incitatives](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a affirmé que le projet de loi de finances (PLF-2023) prévoit de nouvelles mesures juridiques, notamment en matière d'investissement, de mobilisation des ressources, d'inclusion fiscale, de facilitation procédurale et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Lutte contre la corruption, Agence nationale de gestion des biens confisqués : Le Chef de l'Etat exige efficacité et pragmatisme

La démarche d'enrichir le projet de loi relatif à la création d'une Agence nationale de gestion des biens gelés, saisis et confisqués s'inscrit dans le cadre du parachèvement du cadre législatif dans ce domaine. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a instruit le gouvernement d'enrichir ce projet de loi visant à gérer les biens gelés, saisis et confisqués et de définir des mécanismes plus flexibles afin de recouvrer les biens de l'Etat et de récupérer tous les fonds détournés résultant des pratiques négatives dans la gestion des affaires publiques qu'a connues le pays par le passé et du détournement des fonds publics ainsi que de la prolifération des différents phénomènes de corruption.

Conseil des ministres, Augmentation des salaires, pensions de retraite et allocation chômage : Satisfécit des syndicats et associations des consommateurs

Syndicats et associations de protection des consommateurs ont salué la décision du président de la République d'entamer le versement des augmentations des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage, directement après l'approbation, par le Parlement, du projet de loi de finances pour 2023, à compter de janvier 2023.

Réunion du gouvernement, Construction automobile : Asseoir une véritable industrie

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, hier, une réunion du gouvernement au palais du gouvernement, qui a examiné les points suivants :

Dans le domaine de l'Énergie :

Le ministre de l'Énergie et des Mines a présenté un projet de décret exécutif fixant la liste des biens d'équipement, matières, produits et services, afférents aux activités amont, de transport par canalisation des hydrocarbures, de raffinage et de transformation bénéficiant des exemptions de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), des droits, taxes et redevances de douanes, ainsi que les modalités de mise en œuvre des exemptions. En effet, à titre d'incitations fiscales et de mesures d'encouragement à l'investissement au profit des opérateurs exerçant dans les activités pétrogazières, le projet de texte a prévu des exemptions portant sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits, taxes et redevances de douanes.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

PLF 2023 : les députés saluent la non introduction de nouveaux impôts

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, mardi, le contenu du projet de Loi de finances (PLF) 2023, notamment sa consécration du caractère social de l'Etat et à la préservation du pouvoir d'achat, sans nouveaux impôts qui pèsent sur le citoyen.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

PLF-2023: Les députés soulignent l'importance de la nouvelle approche du projet, basée sur les objectifs et les programmes

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), ont mis l'accent mercredi sur l'importance de la nouvelle approche sur laquelle le projet de loi de finances "PLF-2023", a été établi et qui est basée sur les objectifs et les programmes, appelant d'autre part à davantage de mesures pour renforcer la compétitivité de l'économie nationale, notamment à la lumière du contexte international actuel et à la perspective de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La réalisation de 15.000 logements AADL prévue dans le PLF 2023

Le programme inscrit dans le projet de loi de finances (PLF) 2023 prévoit la réalisation de 15.000 logements de type location-vente (AADL) sur un programme totalisant 225.000 unités, toutes formules confondues, a-t-on appris mercredi auprès du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement: les conditions d'exercice de l'activité de construction de véhicules examinées

Le Gouvernement a examiné, lors de sa réunion hebdomadaire, présidée mercredi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de construction de véhicules, indique un communiqué des services du Premier ministre.



[Une enveloppe de plus de 98 Milliards de Dollars lui est consacrée : L'État est budgétivore](#)

«Comment maintenir le niveau des dépenses de fonctionnement (42 milliards de dollars) en cas de chute des cours des hydrocarbures ?», s'interrogent les députés. Plusieurs députés ont cité lors du débat du projet de loi de finances 2023, l'augmentation conséquente des dépenses de fonctionnement qui dépassent les 42 milliards de dollars ainsi que le colossal budget de l'État qui a atteint plus de 98 milliards de dollars, un niveau jamais égalé.



[Assurances : Les gageurs du secteur](#)

Les experts et les acteurs du domaine mettent en exergue «la nécessité de la préservation de l'outil de production nationale». La compagnie Cash Assurances a organisé, hier, au Centre international des conférences, Abdelatif Rahal, à Alger, une réunion sous le thème «Tendances et perspectives du marché international de l'assurance et de la réassurance», cette conférence a été animée par de nombreux experts, issus de grandes compagnies internationales du marché des assurances et de la réassurance, telles que Allianz et Hannover RE, d'Allemagne, Scor, de France et SteegeXP, d'Angleterre. Plus de 300 chefs d'entreprise, opérant dans divers secteurs d'activité.



[Comme pour la spéculation, les citoyens attendent une action contre l'informel : À quand un second front?](#)

La répression ne semble pas suffire à elle seule. Une réflexion autour des mesures à prendre pour certains «métiers», s'impose. Faut-il faire des propositions recevables pour l'intégration d'hommes et de femmes travaillant depuis des années dans l'ombre de l'informel, tout en réprimant ceux qui ne le veulent pas?



[Nouvelle loi sur l'investissement : Décryptages d'experts](#)

La question maintenant posée est de savoir comment faire pour que cette politique de soutien à l'investissement se traduise concrètement en termes de croissance forte et durable. Oscillant entre un bilan négatif de la gouvernance économique, notamment le volet investissement sur les 20 dernières années, et les nouvelles dispositions de relance, le think tank algérien «Care» a mis en avant dans son analyse publiée, ce mardi 15 novembre, les points forts et les faiblesses de la loi sur l'investissement récemment promulguée.



[Projet de loi de finances 2023 : Les députés saluent le caractère social du texte.](#)

L'Assemblée populaire nationale (APN) a poursuivi, ce mercredi, en séance plénière présidée par Brahim Boughali, le débat consacré au projet de loi de finances 2023 (PLF 2023), en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, et de membres du gouvernement.



[Un hémicycle à moitié vite au 2e jour des débats / PLF 2023 : Ecole buissonnière à l'APN](#)

C'est dans une Assemblée populaire nationale (APN) à moitié vide que les débats se sont poursuivis, hier, pour le deuxième jour consécutif, sur le projet de loi de finances (PLF) pour 2023. Contrairement à la veille, mardi, qui a vu la présentation du PLF par le ministre des Finances et le début des interventions des députés, l'hémicycle Zirout-Youcef n'a pas eu le même attrait, les membres de la Chambre basse du Parlement ayant renoué avec l'absentéisme.



[Les syndicats escomptent une augmentation conséquente](#)

Les syndicats autonomes estiment qu'une augmentation salariale conséquente est une nécessité en raison du malaise social qui prévaut dans les différents secteurs de la Fonction publique, mais aussi pour consolider le pouvoir d'achat.

INVESTISSEMENT, MOBILISATION DES RESSOURCES, INCLUSION, FISCALE ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET L'ÉVASION : FISCALES : Kassali expose les avantages du PLF-2023

Lors de la séance plénière à l'Assemblée populaire nationale, présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, et en présence de membres du Gouvernement, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présenté le Projet de loi de finances qui prévoyait de nouvelles mesures juridiques.



APN : Le caractère social dans le PLF salué

Le maintien du caractère social de l'Etat dans le projet de loi de finances 2023, qui va se traduire par des augmentations de salaire mais aussi par la non-imposition de nouvelles taxes et impôts, a été salué par les membres de l'Assemblée populaire nationale, lesquels n'ont pas manqué d'exprimer certaines réserves mais aussi soulever les problèmes rencontrés par les populations locales.



PLF 2023 Les députés saluent la non-introduction de nouveaux impôts



Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, le contenu du projet de Loi de finance (PLF) 2023, notamment sa consécration du caractère social de l'Etat et à la préservation du pouvoir d'achat, sans nouveaux impôts qui pèseraient sur le citoyen.

Lors de la séance de mardi soir consacrée au débat général du PLF 2023, qui s'est déroulée en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de membres du gouvernement, les députés ont mis l'accent sur la nécessité de consacrer un nouveau mode de gouvernance de la finance publique "basé sur des objectifs et des programmes et non pas sur des moyens".

Dans ce cadre, le représentant Ali Rabidj du parti Front de libération nationale (FLN) a salué la non-introduction par le gouvernement, à travers ce projet de loi, de nouveaux impôts, soulignant qu'il prévoit également une revalorisation des salaires et de l'allocation chômage, tout en préservant les équilibres financiers.

Dans ce sens, il a salué "la volonté politique de réduire la charge fiscale sur les familles et les start-up". Le député Bachir Bahri (Indépendants) a estimé, de son côté, que le gouvernement poursuivait sa politique sociale "judicieuse", en dépit de la conjoncture mondiale actuelle.

Le député Madjed Cherrid, du même groupe parlementaire, a précisé que "les revalorisations des salaires et de l'allocation chômage consacrent le caractère social de l'Etat, saluant les décisions prises par le président de la République dans ce sens". Pour sa part, le député Hicham Benheddad (MSP) a salué le fait que le PLF ne prévoyait pas de nouveaux impôts et consacre plus de "47% du budget de fonctionnement à la revalorisation des salaires".

Mettant en avant la stabilité fiscale favorable à l'attrait des investissements étrangers, le député a rappelé que le gouvernement s'orientait vers la gestion sur la base des objectifs, ce qui renforce le contrôle parlementaire sur la réalisation des différents projets et programmes arrêtés. Intervenant à l'occasion, le député du FLN, Benyattou Salem a dit que pour la première fois, le PLF est élaboré sur la base de la loi organique 18-15 relative aux lois des finances.

Le PLF 2023 consacre "un nouveau mode de gouvernance financière publique basé sur le budget des programmes et des objectifs", a-t-il encore dit. Pour le député Meftah Hassan (RND), le PLF favorise la relance économique et la préservation du caractère social de l'Etat selon un nouveau mode de gouvernance financière. Le projet de loi des finances (PLF 2023) a été présenté ce matin par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et plusieurs membres du gouvernement.

L'examen du PLF 2023 se poursuivra mercredi et jeudi matin avant la réponse du représentant du gouvernement aux préoccupations des députés prévue aujourd'hui après-midi. Le projet de loi en question sera soumis au vote mardi prochain.

[PLF 2023: Les députés saluent les mesures incitatives en faveur de l'investissement et de l'inclusion financière](#)

Les députés de l'Assemblée populaire nationale ont souligné l'importance de la nouvelle approche sur laquelle le projet de loi de finances 2023 a été préparé et basée sur des objectifs et des programmes, appelant d'autre part à davantage de mesures pour renforcer la compétitivité de l'économie nationale, en particulier à la lumière du contexte international actuel et à l'horizon de l'adhésion de l'Algérie au groupe des pays émergents (BRICS).



[PLF 2023 : la contribution des opérations d'importation de biens de consommation fixée à 4%](#)

Le taux de contribution de la solidarité applicable aux opérations de transports de marchandises destinées à la consommation en Algérie se prépare à connaître une nouvelle hausse en 2023. Au lieu de 2% actuellement, le taux passerait à 4% à compter de l'année prochaine. Une disposition dans le projet de loi de finances (PLF) 2023 le prévoit.

[Douanes algériennes à Mostaganem: Journée d'information sur les facilitations à l'export](#)

Les autorités de la wilaya s'impliquent davantage dans les actions tendant à impulser les mécanismes pour une relance économique, notamment le volet des exportations. De ce fait, l'information est donc un moyen axial qui permet de raviver le climat des affaires dans la wilaya. L'année 2022 est considérée par les pouvoirs centraux comme l'année phare de la promotion économique. A cet effet, la Direction générale des Douanes algériennes (DGDA) adopte la stratégie d'accompagnement de cette politique.



Salaires en Algérie : des députés s'expriment sur la hausse de janvier 2023

Suite à la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune d'augmenter les salaires en Algérie, des députés ont émis leurs avis concernant cette hausse qui sera appliquée en janvier 2023. Dzair Daily relate pour vous, tous les détails, ce mercredi 16 novembre 2022.



Une première : le géant italien ENI tient son Conseil d'administration en Algérie

C'est une grande marque de confiance et d'estime que transmet le géant italien des hydrocarbures, ENI, à l'Algérie et à son partenaire Sonatrach en tenant, pour la première fois de son histoire, son Conseil d'Administration hors d'Italie.



Care : Efficacité de l'investissement, le talon d'Achille de l'économie nationale

«Notre pays n'a eu de cesse depuis toujours de déployer des efforts immenses en matière de mobilisation de ressources investies. L'Algérie fait partie des pays au monde où l'effort d'investissement est le plus élevé», affirme le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise dans une note publiée sur son site. Toutefois, précise-t-on, cet effort «reste globalement peu efficace et a besoin de se traduire de manière beaucoup plus conséquente en termes de croissance économique sur le terrain».



ثمنوا خطوة "بريكس" وزيادات الأجور والمنح النواب يطالبون برقابة مشددة على الميزانية الضخمة

استغل نواب المجلس الشعبي الوطني جلسة مناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2023 لإعلان دعمهم المطلق لقرار الجزائر المتعلق بالانضمام إلى مجموعة "البريكس"، مؤكدين على أهمية الخطوة في الدفع بالاقتصاد الوطني وتحسين مناخ الاستثمار في البلاد.



مشروع قانون المالية.. تخفيضات جمركية كبيرة

بعد أن اقترح أعضاء لجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني، من خلال التقرير التمهيدي عن مشروع قانون المالية للسنة المقبلة، تخفيضات جمركية جديدة على السيارات المستوردة الأقل من ثلاث سنوات، تصل 80 بالمئة من مبلغ الحقوق والرسوم، لتمكين المواطنين المقيمين ذوي الدخل المتوسط من استيراد سيارات بأسعار في متناولهم، انصبت مجمل مداخلات النواب في الجلسة الصباحية حول السماح باستيراد السيارات الأقل من خمس سنوات لتمكين شريحة كبيرة من المواطنين من الاستفادة من الأمر وتجديد حظيرة السيارات.



نظام جبائي تفضيلي لمصنعي السيارات

قدّم وزير الصناعة، أحمد زغدار مشروع مرسوم تنفيذي يحدّد شروط وكيفيات ممارسة نشاط تصنيع المركبات، منها النظام الجبائي التفضيلي الذي سيتعين منحه للمصنعين. ترأس الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الأربعاء، اجتماعاً للحكومة، أين قدم وزير الصناعة مشروع مرسوم تنفيذي يحدّد شروط وكيفيات ممارسة نشاط تصنيع المركبات، حسب بيان مصالح الوزارة الأولى



نصيب الصيغ السكنية في قانون المالية 2023

يتضمن البرنامج المسجل، في إطار مشروع قانون المالية 2023، إنجاز 15 ألف وحدة سكنية بصيغة البيع بالإيجار "عدل" من بين برنامج إجمالي قوامه 225 ألف وحدة سكنية بمختلف الصيغ، حسبما علم، اليوم الأربعاء، لدى وزارة السكن والعمارة والمدينة.

الحكومة تدرس الإعفاءات من الـ TVA والحقوق والرسوم والأتاوى الجمركية في مجال الطاقة

خصصت الحكومة في إجتماعها اليوم برئاسة الوزير الاول ايمن بن عبد الرحمان إلى دراسة مشروع مرسوم تنفيذي قدمه وزير الطاقة. وخلال الإجتماع الذي جرى بقصر الحكومة قدم وزير الطاقة والمناجم مشروع مرسوم تنفيذي يحدد قائمة معدات التجهيزات والمواد والمنتجات والخدمات المرتبطة بنشاطات المنبع ونقل المحروقات بواسطة الأنابيب والتكرير والتحويل، المستفيدة من الإعفاءات من الرسم على القيمة المضافة والحقوق والرسوم والأتاوى الجمركية وكذا كفاءات تنفيذ الإعفاءات.

BNA توقع اتفاقية مع OOREDOO

أعلن، اليوم الأربعاء، البنك الوطني الجزائري "BNA"، عن توقيع اتفاقية شراكة مع متعامل الهاتف النقال OOREDOO.

LOI DE FINANCES 2023

Le satisfecit des députés

Prenant acte du gros des dispositions contenues dans le projet de loi de finances 2023, des membres de l'Assemblée populaire nationale ont notamment salué le maintien du caractère social de l'État et la préservation du pouvoir d'achat à travers une batterie de mesures comme l'absence de nouveaux impôts qui pèseraient sur le citoyen.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Les membres de la Chambre basse du Parlement ont poursuivi, hier mercredi, les débats autour du projet de loi de finances 2023. Des députés qui, pour leur écrasante majorité, ont tenu à saluer le texte dans sa globalité avec l'espoir que les nombreux amendements contenus dans le rapport préliminaire de la commission des finances et du budget seront retenus.

Ainsi, des intervenants affirment prendre acte des mesures relatives à la stimulation des investissements, la non introduction par le gouvernement, à travers ce projet de loi, de nouveaux impôts, l'augmentation des salaires, de l'allocation-chômage et des retraites.

D'autres ont exprimé leur satisfaction quant aux mesures liées au développement du secteur de la pêche comme l'exonération des coopératives de pêche de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, ainsi que des demandes pour parvenir à un meilleur équilibre dans l'enregistrement des projets dans les wilayas, en particulier celles du sud et de l'intérieur du pays. Ceci au moment où d'autres ont sug-

géré d'exonérer les voitures importées des droits de douane, non sans réitérer leur plaidoyer pour l'importation des véhicules de moins de 5 ans.

Ceci dit, cette satisfaction presque unanime n'a pas été sans enregistrer quelques réserves, exprimées notamment par les députés du Mouvement de la société pour la paix dont un s'est interrogé sur l'effarant écart entre le budget de fonctionnement et celui de l'équipement.

Un intervenant du même parti a regretté que l'option de soutien soit pesante dans ledit projet de loi à la place de celle productive non sans faire remarquer que plus de 47% du budget de fonctionnement est consacré à la revalorisation des salaires.

Des députés ont tenu aussi à mettre en valeur le fait que pour la première fois, le PLF est élaboré sur la base de la loi organique 18-15 relative aux lois des finances. Dans ce sens, un intervenant a déclaré que le PLF 2023 consacre un «nouveau mode de gouvernance financière publique basé sur le budget des programmes et des objectifs». Un texte qui, selon un autre député,



Photo : DR

favorise la relance économique et la préservation du caractère social de l'État, selon un nouveau mode de gouvernance financière.

Dans son rapport préliminaire sur ce projet de la loi de finances pour l'année 2023, la commission des finances et du budget de la Chambre basse du Parlement a plaidé pour l'amendement de l'article 66 dudit projet de loi inhérent à l'importation des véhicules utilitaires de moins de trois ans avec comme objectif de permettre aux citoyens à moyens revenus d'importer des voitures à des prix accessibles, l'amendement de l'article 9 à l'exception du réinvestissement des avantages fiscaux pour les sociétés constituées par l'intermédiaire de l'une des sociétés, nationales ou privées, des sociétés étrangères lors du calcul de ces crédits dans le prix final des biens ou services produits par ces sociétés. Elle propose également de porter le chiffre d'affaires

annuel de l'auto-entrepreneur de cinq millions (5 000 000) de dinars à un plafond de huit millions (8 000 000) de dinars comme mentionné dans l'article 49 dudit projet de loi, tout comme l'introduction d'une nouvelle disposition portant sur la prorogation du fonds d'affectation spéciale n°138-302 portant lutte contre le cancer. Les députés plaident également pour le prolongement de la procédure portant conformité des constructions.

Il faut noter que l'examen du PLF 2023 se poursuivra, aujourd'hui jeudi dans la matinée à l'effet de permettre l'intervention des près de 250 députés inscrits pour prendre part aux débats. Des députés qui devront, dans l'après-midi avoir les réponses à leurs interpellations de la part du ministre des Finances. Le projet de loi de finances en question sera soumis au vote mardi prochain.

M. K.

ASSURANCE ET RÉASSURANCE

Les défis des assureurs face au changement climatique

Le contexte économique marqué par l'inflation conjuguée à l'aggravation des événements climatiques (tempêtes, inondations, sécheresses...) sont autant d'éléments qui interpellent le monde des assurances aussi bien en Occident qu'en Afrique. Face à cette conjoncture, les sociétés d'assurances ne cachent plus leurs appréhensions quant au coût de plus en plus croissant des dommages générés par le changement climatique, notamment.

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - Comment les sociétés d'assurances appréhendent-elles le phénomène et quelles solutions préconiser ? Une question à laquelle ont tenté de répondre les acteurs du milieu, réunis hier mercredi, lors d'une conférence placée sous le thème «Tendances et perspectives du marché international de l'assurance et de la réassurance», qui a été organisée par Cash Assurance et abritée par le Centre international des conférences (CIC).

Les experts issus des sociétés d'assurance et de réassurance internationales à l'image de Allianz et Hannover

RE, (Allemagne), SCOR (France) et SteegeXP (Angleterre) ont dressé un constat unanime : «Le plus grand risque aujourd'hui, c'est le risque du changement climatique, en sachant que la succession de catastrophes climatiques va coûter de plus en plus cher aux assureurs.» Il est par conséquent urgent de trouver des solutions.

Explorant cette piste, Sofiane Boufedji, souscripteur senior, France, Maghreb et Afrique de l'Ouest chez Hannover Re Allemagne, valide ce constat global. Pour remédier à cette tendance, il préconise l'application d'une réadaptation tarifaire qu'il faudra adapter en fonction de la conjoncture actuelle. Il explique : «De par son caractère structurel, le changement climatique nous oblige à court terme à nous adapter.»

Il rappelle que l'inflation a, d'un autre côté impacté le capital des assureurs, qui doivent cibler leurs investissements et en même temps, «faire en sorte à ne pas attribuer trop de couvertures par rapport aux capitaux assurés». Autre alternative suggérée par Sofiane Boufedji pour faire face à un manque en termes de couverture, c'est de recourir à l'innovation, notamment à des solutions paramétriques, qui est une solution «novatrice destinée aux entreprises qui souhaitent préserver leur santé financière et qui

n'est pas offerte par les produits d'assurance traditionnels».

Selon lui, les entreprises doivent penser à adopter d'autres approches pour mieux répondre à leurs besoins. D'après lui, l'assurance paramétrique est une solution innovante pour couvrir les risques liés au climat particulièrement. Bien sûr, certaines régions sont plus avancées que d'autres dans ce domaine.

L'intervenant explique que c'est moins évident pour les pays en développement, surtout que le taux de pénétration des assurances est encore faible. Par ailleurs, la conférence a principalement porté sur les mutations que connaissent les marchés de l'assurance en vue d'accompagner au mieux le monde de l'entreprise pour faire face aux nouveaux défis imposés par la nouvelle conjoncture économique mondiale. Défis qui se traduisent par les changements climatiques dévastateurs, les pandémies meurtrières et la tendance inflationniste des marchés, conséquence des perturbations que connaissent les sources et les chaînes d'approvisionnement. L'objet de cette rencontre est de débattre des leviers et outils, qui permettent aux entreprises de faire face à n'importe quel niveau de sinistralité et de reprendre leur niveau d'activité d'avant-sinistre.

M. Z.

PLF- 2023

Des amendements relatifs à la fiscalité et l'investissement introduits

La Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale a introduit plusieurs amendements dans le Projet de loi de Finances pour l'exercice 2023. Les amendements concernent les articles relatifs à la fiscalité et à l'investissement, en vue de mettre en place un système d'informations plus transparent et fiable au niveau des services publics, et de renforcer la coordination entre les différents secteurs en matière de gestion des finances publiques. Ils préconisent aussi l'élaboration d'un système d'information financier basé sur des données économiques et financières correctes permettant de déterminer les prévisions des projets de lois de finances, note la même source. L'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de loi de finances annuel basé sur les programmes, les objectifs et les indicateurs de performance « exige une mise à niveau du système comptable pour pouvoir fixer le budget de chaque programme ». Par ailleurs, la Commission a relevé « l'impératif de renforcer le système de contrôle au niveau des administrations et des services publics, à la lumière d'un système budgétaire par programmes et par objectifs, mais également exploiter et rationaliser les ressources budgétaires, élargir l'assiette fiscale ou encore maîtriser les dépenses publiques ». Il est également nécessaire de « prendre en considéra-

tion la capacité de mobiliser les ressources potentielles pour les besoins socioéconomiques en nette croissance et qui ne peuvent pas être pris en charge dans le cadre des enveloppes financières prévisionnelles », précise-t-on dans le rapport. Au volet investissement, la Commission a plaidé pour la facilitation des procédures administratives et légales, la mise en place d'un climat idoine

pour drainer les investisseurs locaux et étrangers à la lumière du nouveau Code de l'investissement, soulignant l'impératif de s'adapter aux mutations économiques et financières internationales actuelles à travers la mise en place d'une stratégie visant à préserver les intérêts algériens aux plans régional et international.

Sarah O.

AADL : PRÉVISION DE RÉALISATION DE 15 000 LOGEMENTS

Le programme inscrit dans le projet de loi de finances (PLF) 2023 prévoit la réalisation de 15.000 logements de type location-vente (AADL) sur un programme totalisant 225.000 unités, toutes formules confondues, a-t-on appris hier auprès du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Selon la même source, ce programme prévoit la réalisation de 15.000 logements AADL, 30.000 logements promotionnels aidés (LPA), 20.000 logements publics locatifs (LPL), 60.000 aides à la construction de logements sociaux dans les Hauts Plateaux et le Sud et 100.000 aides à l'habitat rural. Ce programme prévoit aussi un quota supplémentaire de 140.000 aides décidées par le président

de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a précisé la même source. Ce quota s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement au titre du quinquennat 2020-2024, qui prévoit un programme de réalisation de 40.000 logements de type location-vente sur un (1) million de logements décidés par le président de la République pour répondre aux besoins enregistrés. La Banque du logement, créée cette année, devrait contribuer à «donner une impulsion à la réalisation des différents programmes de logements dans les délais impartis, conformément aux exigences de la prochaine étape où le secteur compte réaliser 225.000 logements», selon le ministère. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, avait donné, mardi, le coup d'envoi de la distribution de 120.000 logements à travers le pays, à l'occasion du 68e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération. L'opération qui se poursuivra durant le mois de novembre prévoit la distribution de 68.017 logements publics locatifs (LPL), 3.190 logements promotionnels aidés (LPA), 1.750 logements promotionnels publics (LPP), 16.170 aides rurales, 4.996 aides aux lotissements

sociaux et 29.700 logements AADL. Ces programmes de logements s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de la concrétisation du programme approuvé par le Président Tebboune et portant réalisation d'un (1) million d'unités, toutes formules confondues, au cours du quinquennat 2020-2024 pour assurer aux citoyens des logements décentes et dotés des commodités nécessaires.

PLF-2023: LES DÉPUTÉS SOULIGNENT L'IMPORTANCE DE LA NOUVELLE APPROCHE

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), ont mis l'accent hier sur l'importance de la nouvelle approche sur laquelle le projet de loi de finances «PLF-2023», a été établi et qui est basée sur les objectifs et les programmes, appelant d'autre part à davantage de mesures pour renforcer la compétitivité de l'économie nationale, notamment à la lumière du contexte international actuel et à la perspective de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS. Lors d'une séance plénière consacrée au débat du «PLF-2023», présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence des membres du gouvernement, les

députés ont salué l'introduction de l'élaboration de la loi de finances dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances 15-18, ce qui est à même d'assurer «la clarté dans les priorités et la planification dans tous les secteurs», soulignant l'importance de soutenir davantage les secteurs à haute valeur ajoutée, tels que l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, les Energies renouvelables et les Mines. Dans ce contexte, le député Abdelkarim Tebbal, du parti du Front de libération nationale (FLN), a salué le niveau «record» atteint par les dépenses budgétaires proposées pour l'année prochaine, soulignant que la nouvelle approche sur laquelle a été bâti le projet de loi de finances basé sur les objectifs et les programmes plutôt que sur les moyens, permet «de clarifier les priorités, soutenir la planification et améliorer le contrôle parlementaire. L'intervenant a exprimé son vœu de voir les différentes mesures législatives contenues dans le texte contribuer à davantage de création de richesse et d'investissement, à l'amélioration du cadre de vie des citoyens et au développement des secteurs de la santé et de la recherche scientifique.

HYDROCARBURES

Les dividendes versés par les producteurs pétroliers atteignent des niveaux record

2022 est décidément une année prolifique pour les actionnaires. En France, les dividendes ont atteint un montant record de 57,5 milliards d'euros en 2021 et l'année en cours s'annonce aussi généreuse. Ainsi, selon le rapport trimestriel de Janus Henderson publié ce mercredi, la hausse des dividendes pétroliers a entraîné une augmentation de 7% des dividendes mondiaux, qui ont atteint 415,9 milliards de dollars, un record pour le troisième trimestre. Surtout, les dividendes des producteurs pétroliers ont augmenté de 75% pour atteindre le montant record de 46,4 milliards de dollars. Sans cette progression, le total mondial aurait été stable par rapport à l'année précédente, précise le rapport. Portées par la flambée de l'or noir, les compagnies pétrolières ont augmenté leurs versements, principalement par le biais de dividendes extraordinaires plutôt que

par une augmentation de leurs versements réguliers.

UNE EUPHORIE QUI POURRAIT ÊTRE DOUCHÉE EN 2023

Toutefois, dans la mesure où «le cours du pétrole est déjà inférieur aux niveaux atteints plus tôt cette année», le «niveau exceptionnel actuel des versements ne sera probablement pas permanent», prévient Jane Shoemake, gérante chez Janus Henderson, citée dans un communiqué. La croissance des dividendes pétroliers a entièrement compensé la réduction de ceux versés aux actionnaires des sociétés minières, conséquence du recul du prix des matières premières. Pour l'ensemble de l'année, Janus Henderson prévoit que les dividendes atteindront 1560 milliards de dollars dans le monde, représentant une hausse de 8,3% par rapport au record

de 2021 qui avait bénéficié du rebond de l'économie mondiale, et de bénéfices exceptionnels des entreprises minières. A l'horizon 2023, le ralentissement de la croissance économique mondiale devrait cependant avoir un impact sur les bénéfices et la capacité de certaines entreprises à augmenter leurs versements. Mentionnant les bénéfices pharaoniques annoncés récemment par Exxonmobil et Chevron - plus de 30 milliards de dollars à eux deux en un seul trimestre - Joe Biden est sorti de ses gonds : *«Il est temps pour ces sociétés de cesser de tirer profit de la guerre et de prendre leurs responsabilités dans ce pays. Le peuple américain jugera qui est de leur côté et qui ne pense qu'à ses bénéfices»*. Le président a qualifié de «scandaleux» les résultats publiés au troisième trimestre par les entreprises du secteur, dans une courte allocution à la Maison Blanche.

PLF 2023/ NOUVEAUX IMPÔTS

Les députés saluent la décision du gouvernement

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, le contenu du projet de Loi de finances (PLF) 2023, notamment sa consécration du caractère social de l'État et à la préservation du pouvoir d'achat, sans nouveaux impôts qui pèseraient sur le citoyen.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Lors de la séance de l'après-midi consacrée au débat général du PLF 2023, qui s'est déroulée en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de membres du gouvernement, les députés ont mis l'accent sur la nécessité de consacrer un nouveau mode de gouvernance de la finance publique «basé sur des objectifs et des programmes et non pas sur des moyens.»

Dans ce cadre, le représentant Ali Rabidj du parti Front de libération nationale (FLN) a salué la non introduction par le gouvernement, à travers ce projet de loi, de nouveaux impôts, soulignant qu'il prévoit également une revalorisation des salaires et de l'allocation chômage, tout en préservant les équilibres financiers.

Dans ce sens, il a salué «la volonté poli-



tique de réduire la charge fiscale sur les familles et les startups.»

Le député Bachir Bahri (Indépendants) a estimé, de son côté, que le gouvernement poursuivait sa politique sociale «judicieuse», en dépit de la conjoncture mondiale actuelle.

Le député Madjed Cherrid, du même groupe parlementaire, a précisé que «les revalorisations des salaires et de l'allocation

chômage consacrent le caractère social de l'État, saluant les décisions prises par le président de la République dans ce sens.»

Pour sa part, le député Hicham Benheddad (MSP) a salué le fait que le PLF ne prévoyait pas de nouveaux impôts et consacre plus de «47% du budget de fonctionnement à la revalorisation des salaires.»

Mettant en avant la stabilité fiscale favorable à l'attrait des investissements étrangers, le député a rappelé que le Gouvernement s'orientait vers la gestion sur la base des objectifs, ce qui renforce le contrôle parlementaire sur la réalisation des différents projets et programmes arrêtés. Intervenant à l'occasion, le député du FLN, Benyattou Salem a dit que pour la première fois, le PLF est élaboré sur la base de la loi organique 18-15 relative aux lois des finances.

Le PLF 2023 consacre «un nouveau mode de gouvernance financière publique basé sur le budget des programmes et des objectifs», a-t-il encore dit.

Pour le député Meftah Hassan (RND), le PLF favorise la relance économique et la préservation du caractère social de l'État selon un nouveau mode de gouvernance financière. Le projet de loi des finances (PLF 2023) a été présenté ce matin par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et plusieurs membres du gouvernement. L'examen du PLF 2023 se poursuivra mercredi et jeudi matin avant la réponse du représentant du Gouvernement aux préoccupations des députés prévue jeudi après-midi. Le projet de loi en question sera soumis au vote mardi prochain.

C. A.

Le PLF 2023 prévoit plusieurs mesures incitatives

PAR RIAD EL HADI

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, à Alger, que «le Projet de loi de finances (PLF-2023) prévoyait de nouvelles mesures juridiques, notamment en matière d'investissement, de mobilisation des ressources, d'inclusion fiscale, de facilitation procédurale et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.»

«Il s'agit notamment d'alléger la procédure contraignant les investisseurs à réinvestir 30% des montants correspondants aux exonérations au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), octroyés dans le cadre des dispositifs d'aide, tout en ouvrant la possibilité aux investisseurs d'exploiter des fonds dans des start-up ou des incubateurs», a précisé M. Kassali qui présentait le PLF 2023 lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement.

«Le texte prévoit», a-t-il expliqué, «l'allègement des charges fiscales concernant la taxe sur les véhicules de transport du personnel des entreprises et l'exonération des coopératives de pêche et des fédérations agréées de l'IBS.» Le PLF propose l'habilitation

des personnes physiques réalisant un chiffre d'affaires de moins de 5 millions Da/an à la loi sur l'auto-entrepreneur, tout en les soumettant à l'Impôt forfaitaire unique (IFU) à hauteur de 5% sur le chiffre d'affaires quelle que soit la nature de leur activité.

Dans le cadre de l'inclusion fiscale, le ministre des Finances a fait état d'une proposition portant adaptation des plafonds liés à l'exercice du droit de la retenue fiscale des honoraires, le paiement des impôts à travers les canaux bancaires, en arrêtant le plafond à hauteur d'un million de dinars, en vue de renforcer l'inclusion financière et économique et soutenir les efforts de l'administration des impôts dans la lutte contre le blanchiment d'argent.

«De telles procédures permettent également de réduire les risques pouvant résulter de l'utilisation de faux billets et d'absorber les billets usés», a-t-il expliqué.

Parmi les mesures prises en faveur de l'inclusion fiscale, le ministre a cité «l'exonération des opérations d'importation des cartes bancaires et accessoires des droits et taxes afin de réduire le coût de ces cartes tout en généralisant leur utilisation.» Le PLF prévoit, par ailleurs, une révision des amendes appliquées à l'ensemble des infractions contraires aux dispositions réglementaires relatives aux impôts indirects.

Quant à l'aspect relatif aux activités de solidarité, le projet de loi prévoit la sécurisation de l'appui financier de l'État au profit de la Caisse nationale de retraite (CRN), à travers l'augmentation du taux de contribution de la solidarité applicable aux opérations de transport des marchandises destinées à la consommation en Algérie, de 4% au lieu de 2% actuellement.

Mesures de facilitation pour l'importation des véhicules et de matériel agricole

Au volet relatif à l'importation des véhicules, le Projet de loi a proposé la facilitation de l'importation des véhicules touristiques de moins de trois ans, et ce, en supprimant la condition de limiter cette importation fixée à une seule fois tous les trois ans.

À ce propos et selon le Projet de loi, il sera autorisé de procéder au dédouanement des véhicules touristiques de moins de trois ans et importés par des particuliers résidants aux fins d'usage personnel, avec paiement de tous les droits et taxes prévus en vertu du droit public.

Dans le domaine du commerce extérieur, il sera procédé, selon le texte de loi, à l'élargissement du domaine des exonérations fiscales aux opérations d'importation des véhicules hybrides et électriques, ainsi qu'à l'exonération de

l'importation des marchandises, dans le cadre du troc frontalier, de la taxe supplémentaire provisoire préventive et des importations soumises aux dispositions spéciales prévues dans les accords ou les accords de commerce préférentiels conclus par l'Algérie.

En sus de permettre la prise en charge par le Trésor public du taux d'intérêt à hauteur de 100 % et du taux d'intérêt réduit dans le cadre de la réalisation d'une tranche supplémentaire des logements de la formule AADL, il a été autorisé, en vertu des propositions du PLF 2023, de procéder au dédouanement des chaînes et des équipements de production et des équipements et matériel agricoles âgés de moins de 5 ans.

Par ailleurs et concernant les mesures visant à mobiliser les ressources fiscales, le PLF-2023 a prévu d'élargir l'assiette fiscale dans le domaine des impôts indirects, d'autant plus que la possibilité d'adopter la production de nouveaux produits de tabac, à savoir la cigarette électronique et la chicha, a été introduite, en vue de réduire leur importation et lutter contre la contrebande, ainsi que l'octroi de la possibilité d'exercer l'activité de collecte, de traitement et de distribution des feuilles de tabac aux entreprises inscrites au registre du commerce.

R. E.

نواب يثمنون تدابير مشروع قانون المالية 2023 الدولة الاجتماعية والقدرة الشرائية للمواطن.. إجماع بلا تحفظ ■ مقترحات للكشف عن خطة مواجهة عجز الميزانية

الهيئات الرقابية في تحقيق الأهداف الميزانية التي تضاعفت لخلق انعاش اقتصادي واجتماعي يؤثر على المواطن مباشرة، حيث وصلت الميزانية إلى 98 مليار دولار أمريكي، لأول مرة في تاريخ الجزائر.

نفس الانشغال عبّر عنه النائب لخضاري العيد، عن حركة مجتمع السلم، الذي شدد على ضرورة الكشف عن كيفية سد العجز في الميزانية في ظل بروز مخاوف وتوقعات بزيادة التضخم.

من جهة أخرى، سجل ذات النائب ارتياحاً في المؤشرات الاقتصادية خلال هذه السنة، خاصة مع ارتفاع سعر البترول، معتبراً القرارات المتخذة على غرار الإعفاء الضريبي والسماح باستيراد العتاد الفلاحي أقل من خمس سنوات وتحويل صندوق السكن إلى بنك السكن، هي دليل على وجود نية صادقة للحفاظ على اجتماعية الدولة.

بينما تحدث النائب محمد خوان، عن كتلة الأحرار، عن الطرف التاريخي العالمي الذي جاء به مشروع قانون المالية للعام المقبل، على ضوء بروز تغيرات جيوسياسية وبيداية ظهور نظام عالمي جديد قائم على معادلة «رابح- رابح»، محثياً في السياق انضمام الجزائر إلى كتلة «بريكس».

وطالب هوان برفع ميزانية دعم قطاع الصناعة من أجل إنشاء مؤسسات صغيرة ومتوسطة والشروع في توزيع العقار الصناعي للوصول إلى منتج جزائري، والفصل في استرجاع العقارات الفلاحية التي لا تزال رهينة السماسرة، إلى جانب رفع أجر من يستفيد من السكن الاجتماعي إلى 40 ألف دينار على الأقل بدل 24 ألف دينار المعتمدة حالياً، وهذا تماشياً معه ارتفاع كل السلع والخدمات.

وعن جبهة التحرير الوطني، ثمن نواب الحزب الإجراءات الواردة في النص التشريعي لحماية القدرة الشرائية، ورفع أجور الموظفين والتعديلات الواردة على منحة البطالة. وأكد النائب سعودي أنيس، أنّ الجزائر بانتهاجها الطريقة الجديدة في التسيير المالي، دخلت عهداً جديداً، وقال إنّ هذا القانون أعدّ في ظروف دولية صعبة انعكست على الأوضاع الاقتصادية العالمية، تتسم بالتضخم، مطالباً بتعزيز الاستقلالية المالية للجماعات المحلية.

انصبت، أمس، مداخلات نواب المجلس الشعبي الوطني، في اليوم الثاني من مناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2023، حول الإشادة بالتدابير الواردة في النص التشريعي للحفاظ على الدولة الاجتماعية والقدرة الشرائية للمواطن، مطالبين بضرورة تقديم تفسيرات حكومية حول طريقة سد العجز في الميزانية المعتمدة في مشروع القانون سالف الذكر، لحماية اقتصاد الوطن من التضخم، وهذا بعد إقرار زيادات جديدة في الأجور حفاظاً على القدرة الشرائية واستقرار الأسعار في الأسواق، متمينين في سياق آخر طلب الجزائر للانضمام إلى كتلة «بريكس».

هيام لعيون

أكد النائب بلورغي رشيد، عن التجمع الوطني الديمقراطي، أنّ الحكومة أولت أهمية كبيرة للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، حيث خصصت ميزانية للتسيير أكبر من ميزانية التجهيز. محذراً في السياق، من انخفاض الجباية البترولية وما سيصاحبه من انهيار لاقتصاد البلاد، لذلك طالب الأخير بالكشف عن طريقة تعامل الحكومة مع هكذا وضع، وكيف سنغطي عجز الميزانية. وشدد على أن كل ولايات الوطن تشكو نقصاً في المشاريع، نتيجة نقص ميزانية التجهيز، مبرزاً أن الولايات المنتدبة الجديدة لم يدرجها مشروع قانون المالية للعام المقبل.

أما النائب أحمد هجاله فاروق، عن كتلة الأحرار، فقد ثمن الإجراءات الواردة في النص التشريعي للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، وبالتالي الحفاظ على الطابع الاجتماعي للدولة. مطالباً في سياق آخر، السماح باستيراد السيارات الأقل من خمس سنوات، مع توسيع السماح باستيراد الحافلات الأقل من خمس سنوات لتجديد حظيرة الحافلات القديمة والمهترئة، التي أضحت تتسبب يومياً في حوادث مرور مميتة.

فيما عاد النائب عباسي محمد، عن جبهة المستقبل، للتساؤل حول سياسة الدولة التي سنتهجها لسدّ العجز في الميزانية، مبدياً في سياق آخر ارتياحه بانتهاج سياسة مالية جديدة تساعد

اشتكوا من نقص الاعتمادات المالية نواب الجنوب يطالبون بإصلاح المادة 56 من قانون المالية • تأييد نيابي لانضمام الجزائر إلى "البريكس"

الاجتماعي إلى 40 ألف دينار بدل 24 ألف دينار، وذهب برلماني لدعوة شركة سوناطراك لولوج قطاع الفلاحة. وتجددت تحذيرات النواب من تقاهم ظاهرة استهلاك وترويج المخدرات، فيما اشتكى برلماني عن ولاية مستغانم من تعرضه لضغط من مسؤول إداري محلي (الوالي) بسبب رفعه أنشغالات المواطنين وتثديده بواقع التنمية.

موظفو المجلس غاضبون أيضا

يعيش المجلس الشعبي الوطني حالة غليان بسبب تجاوزات نواب في حق موظفين وعمال، وخصوصا بعض مسؤولي اللجان النيابية، لم يسلم منها إطارات فيه. وعلمت "الخبر" أنه تم رفع ما يقل عن ثلاثة تقارير في حق رئيس لجنة بسبب قيامه بتوجيه شتائم لعدد من مساعديه، وإبعاد آخرين في ظل صمت كبار مسؤولي الهيئة لوضع حد لهذه الممارسات التي قد تدفع لرد فعل غاضب وعلني، فيما يعيش قطاع من الموظفين المتعاقدين حالة قلق بسبب اقتراب موعد اكتمال فترة اتدابهم. ج. فنيش

نوابا كانوا يتخوفون من خطط الحكومة لإصلاح نظام الدعم الاجتماعي، أصبحوا من مؤيديه.

كما طعن في أرقام قدمها برلماني عن ولاية غرداية بخصوص التنمية في الولاية التي ينتمي إليها رئيس المجلس وشغل فيه عضوية ثم رئاسة المجلس الشعبي الولائي. وامتدح النواب في تدخلاتهم رفع ميزانية الدولة إلى ما يعادل 98 مليار دولار، وخطط زيادة الأجور، وأعلن متدخلون آخرون عن دعم لمعنى الانضمام إلى "البريكس"، داعين لإعداد لها الأمر لزيادة تنافسية الاقتصاد الجزائري حتى لا تتحول الجزائر إلى سوق للبضائع التي تصدرها هذه الدولة التي تتوفر على معدلات نمو مرتفعة جدا.

كما تقاسم نواب ظاهرة ضعف المخصصات المالية لولايتهم والحاجة لرفع الاعتمادات المالية، وطفغان مركزة رسم المشاريع، وبدل ترك الحرية للمجالس المحلية لتحديد حاجياتها، كما تجدد مطلب بعث التساعد المسبق والإفراج عن قائمة المهن الشاقة ورفع الأجر الأدنى للاستفادة من السكن



جلسة أمس، بتعليقاته على النواب ومحاجتهم في بعض القضايا التي يطرحونها، واستغل دعوة البرلماني علي مويلحي للتعجيل بإصلاح نظام الدعم الاجتماعي للإعلان عن وجود لجنة متخصصة لصياغة سياسة عمومية في توجيه الدعم لمستحقيه، منها إلى أن

ابراهيم بوغالي، الذي قال إنه مطلع عن المعاناة ووعده بنقل أنشغالات سكان هذه المناطق إلى السلطات، قبل أن يترك مقعده في جلسة المساء إلى نائبه لنصاري غالي لإدارة الجلسة المسائية من جلسة أمس الأربعاء. واستقطب رئيس المجلس الأضواء في

احتج نواب ولايات الجنوب على صياغة المادة 56 من مشروع قانون المالية التي تنص على حجز آليات النقل التي يستعملها المهريون والإرهابيون في المناطق الحدودية ومناطق الجنوب، وبنيه متدخلون إلى أنها تحاول تكريس صورة نمطية عن سكان هذه المناطق، وتحدث النائب البليدة عفيف عن عدم دستوريتها، لأنها "تميز بين الجزائريين ما دامت لا تمس تجهيزات مستعملة في تهريب البشر عبر البحر"، مطالبًا بتعديلها من قبل اللجنة المالية.

ورفع النائب انراب سيدي ممثل التجمع الوطني الديمقراطي عن ولاية برج باجي مختار، الانشغال ذاته، مشكيا من حال التنمية بولاية التي استحدثت في التقسيم الإداري الأخير، فأثارتها تقنقد لمقومات ولاية بسبب غياب المنشآت المناسبة، وبنيه إلى افتقاد الولاية إلى هياكل صحية لاستقبال مرضى الكلى الذين يوجهون لولايات بعيدة، وغياب ربط الطرق المعبدة مع مناطق الجوار. وحظي النائب بتمديد وقت تدخله لنقل الأم والمعاناة أبناء منطقته، بتشجيع من رئيس المجلس الشعبي الوطني،

النواب نوهوا بأهمية المقاربة الجديدة القائمة على الأهداف والبرامج في قانون المالية 2023

مطالب يبعث التقاعد المسبق وتقنين هجرة الكفاءات نحو الخارج

■ تمشين رفع الأجور ومنحة البطالة والتقاعد وعدم إضافة ضرائب ورسوم جديدة
 ■ ترحيب بقرار الدولة الانضمام الى مجموعة الدول الصاعدة (بريكس)

أبرز نواب المجلس الشعبي الوطني، أمس الأربعاء، أهمية المقاربة الجديدة التي بني عليها مشروع قانون المالية 2023 والقائمة على الأهداف والبرامج، داعين من جهة ثانية الى مزيد من التدابير لتعزيز تنافسية الاقتصاد الوطني، لاسيما في ظل السياق الدولي الحالي وفي أفق انضمام الجزائر الى مجموعة الدول الناشئة (بريكس).



■ ٠٢

■ وخلال جلسة علنية خصصت لمناقشة مشروع القانون ترأسها إبراهيم بوغالي رئيس المجلس بحضور أعضاء من الحكومة ثمن النواب ادراج صياغة قانون المالية في إطار القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية 18-15 وهو ما من شأنه ضمان "الوضوح في الأولويات والتخطيط في كل قطاع"، مشددين على أهمية توفير مزيد من الدعم للقطاعات ذات القيمة المضافة العالية، كالتعليم العالي والبحث العلمي والطاقت المتجددة والمناجم. وفي هذا الإطار ثمن النائب عبد الكريم طيبال، عن جبهة التحرير الوطني، المستوى "القياسي" الذي بلغته نفقات الميزانية المقترحة للسنة المقبلة، لافتا الى ان المقاربة الجديدة التي صار يبني عليها مشروع قانون المالية المعتمدة على الأهداف والبرامج بدل الوسائل تسمح "بتوضيح الأولويات وتدعم التخطيط علاوة على تحسين الرقابة النيابية". وعبر المتدخل عن أمله في أن تسهم مختلف التدابير التشريعية التي تضمنها النص في مزيد خلق الثروة والاستثمار وتحسين الإطار المعيشي للمواطن وتطوير قطاعي الصحة والبحث العلمي.

وبينما ثمن ما تضمنه النص من التكفل برفع الأجور وزيادة منحة البطالة رافع طيبال من أجل "إعادة تفعيل التقاعد المسبق لاسيما بالنسبة للعامل الذي أتموا 32 سنة من الاشتراكات في صندوق الضمان الاجتماعي وهو حد أقصى". بدوره أبرز النائب قدور بن عطية بلقاسم (حركة البناء الوطني) "ضخامة" الميزانية التي يقترحها مشروع القانون، مؤكدا "أثرها الإيجابي المنتظر على حياة المواطنين والقدرة الشرائية ومكافحة البطالة والتكفل بالمتقاعدين". ولفت المتدخل بالمقابل الى ضرورة "الحذر من التضخم والحفاظ على

جانبه ثمن النائب بلورغي رشيد عن التجمعات الوطني الديمقراطي إعطاء الحكومة الأولوية من خلال مشروع القانون لدعم القدرة الشرائية، داعيا من جهة أخرى الى ضرورة توفير مزيد من الدعم للمستثمرين، سواء الجزائريين أو الأجانب، وهذا في إطار تنويع الاقتصاد الوطني ودعم الصناعة وتحسين مناخ الأعمال. علاوة على ذلك، دعا العديد من المتدخلين خلال المناقشة الى ضرورة اتخاذ الإجراءات الكفيلة برفع التجميد عن المشاريع التنموية لما لها من تأثير إيجابي على الاقتصاد المحلي، خصوصا في مجالات السياحة والأشغال العمومية والشباب والرياضة. ومن المقرر حسب برنامج المجلس أن تتواصل المناقشات حول مشروع قانون المالية 2023 إلى غاية اليوم الخميس حيث ستخصص الجلسة العلنية المسائية لتدخلات رؤساء المجموعات البرلمانية يليها مباشرة رد وزير المالية على أسئلة وانشغالات النواب. أما الجلسة المخصصة للتصويت على مشروع القانون فقد برمجت الثلاثاء المقبل حسب مكتب المجلس.

استقرار الأسعار"، معبرا عن ارتياحه لعدم تضمن النص رسوما وضرائب جديدة. أما النائب رشيد بلقط عن حركة مجتمع السلم فرحب بقرار الدولة المتعلق بطلب الانضمام الى مجموعة الدول الصاعدة (بريكس) التي تضم كلا من البرازيل وروسيا والهند والصين وجنوب إفريقيا، مؤكدا أن هذا من شأنه أن يشكل فرصة للجزائر لدفع شراكاتها الدولية سواء في مجالات الاقتصاد أو في ميادين أخرى كالتيكنولوجيا والبحث العلمي والأمن". كما رافع ذات النائب من أجل سن قوانين وأطر تشريعية من شأنها الحد من هجرة الكفاءات الجزائرية نحو الخارج، خصوصا العاملة في مجالي الصحة والتعليم العالي، من خلال "تقنين إجراءات الانتداب عبر عقود عمل في الخارج تكون محددة وتنص على عودة هاته الكفاءات الجزائرية الى الوطن مع انتهاء مدة العقد". ونوه بلقط أيضا بكون مشروع القانون المالية يحافظ على الطابع الاجتماعي للدولة، وأنه يعكس وجود "إرادة سياسية تهدف لتحقيق افلاح تموي واعد في ظل التحديات الدولية، لاسيما المنافسة". من

مشروع قانون المالية 2023 :

النواب يشيدون بعدم إدراج أي ضرائب جديدة

أشاد عدد من نواب المجلس الشعبي الوطني، بمحتوى مشروع قانون المالية لسنة 2023، خصوصا تكريس الطابع الاجتماعي للدولة والحفاظ على القدرة الشرائية بخلاؤه من أي ضرائب جديدة من شأنها إيقال كاهل المواطن. كما أبرز النواب، خلال الفترة المسائية التي جرت أول أمس بحضور وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي و عدد من أعضاء الحكومة، أهمية تكريس نمط جديد لحكومة المالية العمومية "قائمة على أساس الأهداف والبرامج وليس الوسائل".

وثنى النائب علي ربيع، عن جبهة التحرير الوطني، عدم إدراج الحكومة، من خلال مشروع هذا القانون أي ضرائب جديدة، مبرزاً أيضاً تضمنه لتدابير لرفع الأجور ومنحة البطالة، وذلك بالموازاة مع العمل على الحفاظ على التوازنات المالية. وعليه، ثمن النائب وجود إرادة سياسية لتخفيف العبء الضريبي على الأسر والمؤسسات الناشئة".

واعتبر النائب البشير بحري، عن كتلة الاحرار، ان الحكومة ماضية في سياستها الاجتماعية " الرشيدة" رغم الظروف العالمية الراهنة. وعن نفس الكتلة البرلمانية، قال النائب ماجد شريد إن "الزيادات المقررة في الأجور ومنحة البطالة تكرس الطابع الاجتماعي للدولة منمنا قرارات رئيس الجمهورية في هذا الشأن". مؤكداً أن هذه القرارات "تبرز وجود تطور كمي ونوعي لاهتمام الدولة بمختلف شرائح المجتمع".

من جانبه، استبشر النائب هشام بن حداد، عن حركة مجتمع السلم، خيرا بعدم احتواء مشروع قانون المالية على ضرائب جديدة تضعف القدرة الشرائية لذوي الدخل الضعيف، مرجحاً أيضاً "بتخصيص أزيد من 47 بالمائة من ميزانية التسيير لرفع الأجور". كما اعتبر النائب انه بالإضافة إلى البعد الاجتماعي لهذه الإجراءات، فإن الاستقرار الضريبي مهم أيضاً لجذب الاستثمار الأجنبي، مشيراً كذلك إلى أن توجه الحكومة إلى التسيير على أساس الأهداف يعزز رقابة البرلمان على تنفيذ مختلف المشاريع والبرامج المسطرة.

من جهته، قال النائب مفتاح حسن، عن التجمع الوطني الديمقراطي، ان مشروع قانون المالية يكرس العمل على تحقيق الإقلاع الاقتصادي مع المحافظة على الطابع الاجتماعي للدولة، مشيداً باعتماد نمط جديد لحكومة المالية العمومية يقوم على "أساس ميزانية الأهداف والبرامج وليس الوسائل".

يذكر أن مشروع قانون المالية لسنة 2023 عرض، أمس أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، من قبل وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، خلال جلسة علنية برئاسة رئيس المجلس، إبراهيم بوغالي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، و عدد من أعضاء الحكومة.

وستواصل مناقشة مشروع القانون من طرف النواب غدا الأربعاء وصبيحة اليوم الخميس قبل الاستماع إلى رد ممثل الحكومة على انشغالات النواب ظهيرة الخميس، ومن المنتظر أن يعرض مشروع القانون للتصويت يوم الثلاثاء المقبل.

دعوا لتخصيص أكبر حصة من الميزانية لصالح "العيش الكريم" للمواطن .. نواب:

عدم الزيادات في الضرائب والرسوم قرار حكيم

- أكبر ميزانية دولة منذ الاستقلال.. لا بد أن يستفيد منها المواطن
- مطالب بتحسين القدرة الشرائية ورفع التجميد عن المشاريع
- مطالب بزيادة الميزانيات المحلية في عديد الولايات
- أيها المسؤولون.. لا تخيّبوا ظن المواطن فيكم

رافع نواب المجلس الشعبي الوطني لصالح المواطن وتحسين القدرة الشرائية التي تعد النقطة الأهم في معادلة ضمان العيش الكريم وصون كرامة المواطن، مشددين على ضرورة تخصيص أكبر حصة من ميزانية الدولة والمقدرة بأكثر من 13 ألف مليار دينار، أي ما يعادل 98 مليار دولار، لصالح المواطن وتحسين التكفل بكافة متطلباته اليومية.

عدم وجود أي زيادات ضريبية أو رسوم في حق المواطنين، مؤكداً أن ذلك من شأنه أن يريح المواطن في حياته اليومية. كما تضمنت مختلف تدخلات النواب موضوع التنمية المحلية، حيث رافع كل نائب لصالح تحسين ظروف ولايته من خلال زيادة الميزانية المحلية المدرجة في مشروع قانون المالية لسنة 2023، والتكفل الأمثل بالمواطن من حيث الصحة، السكن، حصص المشاريع الاستثمارية وتوفير مناصب الشغل للشباب.

من جانب آخر، ندد النائب بقدر بن عطية بلقاسم، عن حركة البناء الوطني، بالضغط التي تتعقب النائب أثناء أداء مهامه، مؤكداً أنها مقاومة للتغيير الذي تصبو إليه الدولة

نطالب بالتقسيم العادل للمشاريع دون ميولات سياسية

وقال بن عطية، أمس في تدخله: "نتلقى ضغوطات وعراقيل في عملنا اليومي من الإدارة المحلية، والتي تقف أمام أداءنا لمهامنا في خدمة المواطن".

وثنى ذات النائب ما جاء به مشروع القانون من حيث الميزانية، الذي قال إنهم ينتظرون أن تحدث أثراً في حياة المواطن من حيث الحفاظ على القدرة الشرائية وتحريك عجلة النمو الاقتصادي في البلد، وكذا التنمية المحلية، ورفع التجميد عن المشاريع



عبد الرؤوف . ح

وعرف اليوم الثاني المخصص لدراسة مشروع قانون المالية لسنة 2023 عدداً من المداخلات، ارتكز جلها على الجانب الاجتماعي وتحسين ظروف معيشة المواطن، مع التشديد على أن ميزانية الدولة، التي تعد الأضخم منذ الاستقلال، يجب أن يستفيد منها المواطن البسيط.

في السياق، أكد النائب مولجي، عن جبهة العدالة والتنمية العدالة والتنمية، أن قدرة الشرائية لا تزال ضعيفة، داعياً في نفس السياق إلى تفعيل المادة 187 من القانون المخصصة لإنشاء جهاز إعادة توجيه الدعم لمستحقيه، وهو الأمر الذي أشار رئيس المجلس الشعبي الوطني إلى وجود لجنة تعمل على الملف، كما طالب النائب بالالتفات إلى فئة الشيخوخة وعمال النظافة، الذين يتقاضون منحة 3000 دينار، وأن يجدوا حظهم من الميزانيات المخصصة. من جانبه، أعرب النائب عن حركة مجتمع السلم، رشيد مهتور، عن آماله في أن لا تخيب الدولة آمال المواطن في زيادات الأجور التي تمس العمال والمتقاعدين، وكذا منحة البطالة، والتي أقرها رئيس الجمهورية في اجتماع مجلس الوزراء الأخير، مشيراً إلى أنها يتوجب أن تكون معتبرة، بالنظر إلى ميزانية الدولة المخصصة لسنة 2023.

بدوره ثمن النائب عن "حمس" طبال عبد الكريم، تفاصيل مشروع القانون، مؤكداً أن العلة الجديدة التي جاء بها تمييز بوضوح الأولوية والتخطيط، في حين رافع ذات النائب على ضرورة تحسين القدرة الشرائية وخدمات صحية وتوفير ظروف تمدرس جيدة، توفير مناصب البحث العلمي، مطالباً في سياق آخر بإعادة تفعيل التقاعد المسبق لمن أتم 32 سنة من العمل.

وكان للنائب أحمد بن عيسى، عن جبهة التحرير الوطني، انشغال يخص الميزانية المحلية، حيث أكد في تدخله أنه: "على الرغم من تثنين المشروع الذي يحوي مواد



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger